



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU MAROC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE RABAT

N° 3 – du 1^{er} au 14 mars 2021

Zoom sur les coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail marocain

Selon [la dernière étude coordonnée par ONU Femmes et la Direction des Etudes et des Prévisions Financières \(Ministère de l'Economie et des Finances\)](#), le taux d'activité des femmes en âge de travailler est particulièrement faible au Maroc (21 %). En comparaison, ce dernier oscille entre 20% et 30% dans la zone MENA et entre 40 % et 55% dans les pays à revenu intermédiaire d'Asie et d'Amérique Latine. La norme mondiale pour un pays d'un niveau de développement similaire au Maroc en termes de PIB/hab, de durée de scolarisation des filles et de fécondité serait un taux d'activité féminine de 42 %.

Le taux d'activité de la population féminine a par ailleurs diminué sur 20 ans (-9 pts depuis 1999). Cela s'explique par la scolarisation massive des jeunes femmes (15-24 ans), mais

LE CHIFFRE À RETENIR

+40 %

Augmentation escomptée du PIB/hab en cas de réduction totale des inégalités de genre sur le marché de l'emploi.

aussi par le stade actuel du développement économique du Maroc, marqué par une persistance de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total, une croissance de l'emploi industriel qui profiterait surtout aux hommes, et une croissance trop lente des emplois tertiaires pour amorcer un phénomène de rattrapage.

En outre, selon les modélisations économétriques des auteurs, une réduction totale des écarts d'activité entre hommes et femmes permettrait *in fine* d'accroître le PIB/hab du Maroc de 40 %.

Macroéconomie, commerce, finances

Les déterminants de l'informel: dernière brève du Haut- Commissariat au Plan

La dernière étude du HCP se focalise sur les facteurs déterminants du développement de l'emploi informel. Ainsi, il en ressort que les principales variables sont :

La TVA: pour un chef d'entreprise, l'approvisionnement auprès de fournisseurs sous-déclarant leurs charges sociales ou travaillant eux-mêmes dans l'informel permet d'échapper à la facturation en mode TVA, réduisant les coûts et n'incitant pas à basculer dans le secteur formel. Plus la TVA serait élevée, plus l'incitation à rester dans l'informel serait forte;

Les ajustements du SMIG: l'augmentation du SMIG contraindrait les entreprises (surtout les TPE et PME) à réduire leurs effectifs ou à ne pas les déclarer. Une hausse importante du SMIG pourrait ainsi se traduire par une augmentation de l'informalité;

La réglementation administrative (documents à fournir et autres formalités), qui est souvent considérée coûteuse en temps et argent, et complexe au regard du niveau d'éducation des dirigeants d'entreprises informelles.

CESE: les femmes à la marge du développement du Maroc

Face au faible taux d'activité des femmes (cf *Zoom en première page*), le Conseil Economique, Social et Environnemental prône, d'une part, la promotion de l'égalité hommes-femmes en cause nationale prioritaire, et le conditionnement des subventions publiques accordées aux partis politiques, syndicats et associations à un niveau minimum de

représentativité des femmes de 30 %. En outre, le CESE propose l'amorçage d'un plan national d'ouverture de crèches publiques ou en entreprises, la mise en place de mesures de parité dans l'accès aux postes de responsabilité dans la fonction publique et la flexibilisation des contrats de travail (instauration du mi-temps). Enfin, le CESE appelle à la promotion du débat public sur des sujets tels que le mariage des enfants, l'IVG, l'éducation sexuelle ou les procédures successorales afin de faire évoluer les mentalités, et aboutir à des changements socioculturels.

Creusement du déficit commercial de la France envers le Maroc de 10,5 % en 2020 (en g.a.)

Selon les douanes françaises, les exportations françaises à destination du Maroc ont davantage diminué (-14 %) que les importations en provenance du Royaume (-10 %), entraînant un creusement en g.a. de 10,5 % du déficit commercial bilatéral à 908 M EUR (contre 822 M EUR en 2019). Ce résultat témoigne de la bonne reprise des écosystèmes industriels exportateurs marocains au cours du second semestre. En effet, à la fin de l'année, le déficit français sectoriel le plus élevé, en l'occurrence celui relevant du poste « matériel de transport », n'a enregistré qu'une diminution contenue de 11 % (à 1,2 Md EUR). Par ailleurs, malgré la sécheresse et les ventes de céréales qui en ont découlé, le déficit agricole s'est finalement accentué de 9,5 %, soulignant la résilience à l'export des fruits et légumes marocains. En outre, la plupart des excédents français se sont repliés, à l'instar de ceux des postes « produits métallurgiques et métalliques » (- 33 %), « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (-25 %), ou encore « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » (- 19 %).

Le Maroc, premier pays arabe exportateur vers le Mexique en 2020

Le Royaume s'est positionné en 2020 comme le premier pays arabe exportateur vers le Mexique, avec plus de 298 M USD de produits exportés, selon les chiffres du Conseil mexicain du commerce extérieur (COMCO). Le Royaume y exporte notamment des phosphates de calcium, des pièces de rechange de véhicules et d'avion ainsi que des produits de la pêche maritime.

Industries, énergies, environnement, transports

Premier port de la Méditerranée en 2020, Tanger Med poursuit sa montée en puissance

Le port de Tanger Med est devenu la première infrastructure portuaire de la Méditerranée en 2020 en matière de transit des marchandises. Selon le journal espagnol *El País* (se basant sur chiffres de l'Autorité Portuaire de Tanger Med), l'activité conteneur du complexe portuaire de Tanger Med a dépassé fin 2020 la barre des 5,7 millions de conteneurs EVP, devançant les ports de Valence et Algésiras (respectivement 5,4 et 5,1 millions).

Transport: Alsa met en service 450 nouveaux bus à Casablanca

Alsa Maroc a procédé à la mise en circulation effective d'un premier lot de 450 bus dans Casablanca et sa périphérie. Au total, 700 bus devraient venir renforcer la flotte existante en 2021. La société M'dina Bus assurait jusqu'en octobre 2019 le transport urbain par bus à Casablanca avant d'être remplacée par la société

Alsa Maroc, filiale de la société espagnole Alsa, qui a établi une feuille de route afin de renouveler le parc.

Automobile: vers l'installation de l'espagnol UB Group au Maroc

Selon la presse espagnole, la société espagnole *Urbano Bernabé Manufacturing* (UB Group) compterait ouvrir dans les prochains mois une unité de production au Maroc. UB Group propose des solutions d'ingénierie, de fabrication, de logistique et de maintenance, et dispose dans son portefeuille client le groupe Stellantis (PSA), Renault, Ford et Seat. Dans le dernier classement des PME européennes les plus prometteuses, le Financial Times l'a placée à la 260^e place sur les 1000 entreprises de taille moyenne ayant la croissance la plus rapide en Europe.

Services, tourisme, santé, innovation

Tourisme: vers une reprise plus tardive en raison des nouvelles fermetures de frontières

Dans un contexte de diffusion des différents variants du coronavirus, le Maroc a suspendu au cours du dernier mois toute liaison aérienne avec 26 pays, dont une partie des marchés émetteurs de touristes (même si la France et l'Espagne ne sont pas concernées). Combinée aux restrictions de voyage au départ de France, cette fermeture partielle des frontières repousse la reprise du secteur touristique. Les professionnels de la filière attendent désormais cette dernière pour la fin de l'année, et non plus l'été, [selon la presse marocaine](#). Pour rappel, les recettes voyages ont diminué de 53,8 % en 2020 par rapport à 2019.

Convention de partenariat entre l'École Nationale des Travaux Publics de l'Etat française et l'Institut de Recherche en Energie Solaire et Energies Nouvelles marocain

Le 5 mars 2021, l'ENTPE, l'IRESSEN, et le Green Energy Park (IRESSEN et Université Mohamed VI Polytechnique) ont signé une convention de partenariat. Cette coopération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement de la plateforme *Green & Smart Building Park*, dédiée aux bâtiments verts, à l'efficacité énergétique et aux défis de la ville durable et intelligente de demain : elle porte essentiellement sur la planification et la réalisation conjointe d'activités de recherche, l'échange de professeurs et chercheurs, la formation ainsi que la mutualisation des équipements et des infrastructures de recherche et d'innovation.

Agriculture, agroalimentaire, engrais phosphatés

Cannabis thérapeutique : vers la légalisation ?

Le projet de loi 13-21, récemment adopté en Conseil de Gouvernement, élaboré par le Ministère de l'Intérieur, ouvre la voie à la

légalisation de la culture du cannabis au Maroc à des fins médicales et thérapeutiques. Le projet de loi vise également à créer une agence nationale qui serait chargée de la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat en termes de culture du cannabis, de son circuit de production, de fabrication et transformation, et de commercialisation et d'export. Elle aurait également pour mission de délivrer les autorisations de culture aux coopératives intéressées par la filière.

Bailleurs internationaux

Bilan d'intervention de la Banque Européenne d'Investissement au Maroc au titre de l'année 2020

La BEI a clôturé l'année 2020 avec 617 M EUR de financements signés en faveur du Maroc, soit un doublement par rapport à l'année 2019. Le Maroc reste ainsi le deuxième bénéficiaire du soutien de la BEI dans le voisinage de l'UE après l'Egypte. Le total des décaissements, pour sa part, a atteint un volume de 518 M EUR, soit trois fois plus qu'en 2018, notamment en raison de divers décaissements anticipés, d'une aide d'urgence de 100 M EUR au bénéfice du renforcement des structures sanitaires du pays, et d'un soutien accru au secteur privé via des lignes de crédit avec les institutions financières marocaines. Plus d'informations disponibles [ici](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Cécile Humbert-Bouvier
Rédacteur : Arthur François

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.